

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

A propos de Vera Zassoulitch (*Amédée Dunois*). — Le Parti Communiste et les Syndicats (*Albert Treint*). — La 3^e Internationale et les Intellectuels (*A. Lounatcharsky*). — Le Proletariat Italien et le mouvement fasciste (*Humberto Terracini*). — Des Concessions en Russie soviétiste (*J. Stépanov*). — Clara Zetkin (*Karl Radek*). — Chronique Internationale : Yougo-Slavie (*Sima Markovitch*). — Comité de la 3^e Internationale. — La Question Coloniale (*Murcel Ollivier*).

A propos de Vera Zassoulitch

DÉTOURNONS nos yeux, voulez-vous, du spectacle excitant de nos luttes actuelles ? Le Congrès des métaux s'est terminé hier et si Merrheim, en fin de compte, retrouve son portefeuille, sa politique contre-révolutionnaire n'en reste pas moins condamnée : constatons-le et passons. Les assises confédérales s'ouvrent demain : une grande bataille se prépare, à l'issue de laquelle tout l'avenir syndicaliste est manifestement attaché : et ce qu'on en peut dire, à l'heure où les adversaires ne font encore que se mesurer du regard, serait inopérant et superflu. Entretenons-nous donc aujourd'hui d'autre chose ; échappons-nous pour un instant des brûlants réseaux de l'actualité.

Je viens de passer une heure à relire dans Kropotkine, dans Arnaudo, dans E. Lavigne, dans Stepniak, les pages relatives à cette admirable Vera Zassoulitch dont les dépêches d'agences (pour la seconde fois en un an) nous ont annoncé la mort. Le nom de Vera Zassoulitch ne dit sans doute pas grand'chose à la nouvelle génération militante, mais quand nous sommes entrés, nous autres, dans le mouvement, on le prononçait et on l'écrivait bien souvent encore, avec celui de Sophie Perovskaïa « comme un synonyme, dit Stepniak, d'héroïsme et de sacrifice », et le coup de revolver du 5 février 1878 qui blessa Trépof, de même que les bombes du 13 mars 1881 qui tuèrent Alexandre II, retentissait encore en nous comme une sorte d'appel messianique.

En deux mots, les faits. Le 5 février 1878, le général Trépof, préfet de police de Saint-Petersbourg, recevait des pétitionnaires. Une jeune fille se présente, sous prétexte de lui remettre, elle aussi, une pétition, elle s'approche et, d'un petit revolver, fait feu sur le général qui tombe grièvement blessé. On arrête Vera Zassoulitch. On l'interroge. Elle explique qu'elle a voulu dénoncer au monde et venger à la fois l'atroce injure qu'avait faite à un condamné politique le tout-puissant préfet de police. Quelque temps auparavant, en effet, comme celui-ci visitait une prison, il avait illégalement, arbitrairement, fait battre de verges le jeune étudiant Bogolioubov, en instance de départ pour les travaux forcés, lequel avait osé ne pas se découvrir devant lui. Vera ne connaissait pas Bogolioubov, mais elle estima que l'injure qu'il avait subie devait être relevé et punie, et elle se rendit chez Trépof, son revolver sous sa mantille.

Son acte suscita une émotion profonde. Jusque-là, les socialistes russes s'en étaient strictement tenus à une activité de pure propagande. Sortant presque toujours des rangs de la noblesse ou de la bourgeoisie, ils étaient allés « vers le peuple » pour souffrir avec lui, et l'éveiller à une vie nouvelle. Vera avait pris part à ce mouvement plein de grandeur : tour à tour compositrice dans une imprimerie, dit Stepniak, maîtresse d'hôtel, femme de chambre, etc. Le soir. Vera et ses amis, réunissaient autour d'eux des paysans ou des ouvriers. leur

apprenaient à lire, les initiaient à la notion des droits sacrés de toute personne humaine. Le tsarisme répondit à cet apostolat collectif par des arrestations sans nombre et des condamnations féroces. C'est ainsi que Bogolioubov s'était vu condamner aux travaux forcés pour le simple fait d'avoir pris part en décembre 1876, à la manifestation populaire de la place de Kazan (où parut pour la première fois Plékhanov, alors tout jeune étudiant).

Le coup de revolver de Vera Zassoulitch' (1) met fin à la période du socialisme pacifique ; il ouvre celle du socialisme militant, de cet implacable combat d'une poignée de révolutionnaires contre un gouvernement armé jusqu'aux dents, de ce grand duel tragique qui devait faire l'étonnement du monde.

* *

Marx et Engels ont fourni au prolétariat social l'assise d'une inébranlable doctrine ; et par là ils ont mérité une reconnaissance éternelle. Mais un parti ne vit pas que d'une doctrine, qui n'est qu'un instrument d'exploration et d'action ; un parti vit d'enthousiasme, d'espérance et de foi ; il vit de prestigieux souvenirs héroïques, de la croyance à la nécessité du sacrifice, du sentiment exalté de sa mission historique ; — comprendre n'est pas tout. Dans la psychologie du socialisme, les éléments purement intellectuels sont loin d'être les seuls à jouer : les forces de la sensibilité et de l'imagination sont, au contraire, sans cesse à l'œuvre. Or, ce n'est ni Marx ni Engels qui ont fait l'éducation de ces forces. Qui est-ce donc ? La Commune de Paris et la *Narodnaïa Volia*. Les deux sources de la sensibilité révolutionnaire moderne sont là.

Je laisse de côté la Commune de Paris dont le martyre a eu sur les générations postérieures une prise irrésistible : le prolétariat international s'est reconnu lui-même dans les trente mille victimes de la semaine sanglante et les hauteurs de Belleville, transfigurées par l'imagination et le rêve, sont devenues comme un autre Golgotha.

Pour n'avoir pas exercé sur les âmes l'action universelle de la Commune, les grands héros de la *Narodnaïa Volia* pourraient bien avoir dépassé en qualité individuelle les fédérés anonymes des barricades parisiennes. Il n'y a vraiment qu'en Russie, dans le pays « vaste et désordonné » que nous ont révélé Dostorievsky, Tolstoï et Gorki, que de semblables hommes

sont possibles. Comprendre n'est pas tout, écrivais-je tout à l'heure ; — se donner, voilà l'essentiel. De Karakosof à Netchaïev, des Cinquante aux Cent quatre-vingt-treize, de Zassoulitch à Soloviev, de Perovskaïa et de Jeliabof à Vera Figner, de Lopatine et des derniers narodnistes aux néo-terroristes du Parti socialiste-révolutionnaire, aux patients organisateurs social-démocrates du parti des Plékhanov, des Martov et des Lénine, et aux anarchistes comme Kropotkine, le même trait se retrouve : la volonté de se donner jusqu'à la mort, et, libre de tous ces fardeaux qui se nomment patrie, famille, intérêt privé, ne plus appartenir, âme et corps, qu'à la Cause.

Dans la II^e Internationale, si faiblement révolutionnaire, si asservie aux mirages de la politique parlementaire, les socialistes russes, qui s'y classaient à l'extrême gauche, apparaissent avec leur intransigeance doctrinale et leur passion frémissante, comme les survivants d'un âge révolu. Survivants sans nul doute, mais précurseurs bien plus.

Et de fait, ils ont été dans la II^e Internationale, les annonciateurs de la III^e. Ils lui ont apporté, ces hommes intraitables, ce dont elle manquait le plus : le sens de l'internationalisme absolu et le sens de la révolution totale. Aussi les considérait-on généralement comme des trouble-fête et des gêneurs ; chez eux, les compromis savants entre l'internationalisation et la défense nationale (qui devaient faire merveille le 4 août), les constantes interversions de la lutte des classes et du « travail parlementaire » ne rencontraient que de rares approubateurs. Elevés à la rude école de la propagande illégale, de la prison, du bagne et de l'exil, ils ne croyaient qu'à la vertu du combat. Un Lénine haussait les épaules lorsqu'il entendait vanter les possibilités illimitées de la démocratie ; il savait que l'impérialisme capitaliste ne laisserait pas aux miracles démocratiques le temps de se manifester, et que la guerre d'abord, la révolution ensuite, viendraient bouleverser les belles prophéties optimistes de ceux qu'il appelle aujourd'hui avec un joyeux mépris les *social-pacifistes*.

On sait quelle triomphale influence les grands romanciers russes ont eue à partir de 1885 sur la littérature française ; mais l'influence qu'ont exercée sur le socialisme international depuis quarante ans les « révolutionnaires russes » — presque sans distinction d'écoles — est, elle, incalculable. Par la lutte acharnée qu'ils ont soutenue pendant près d'un demi-siècle contre le tsarisme, par la propagande que leurs réfugiés ne cessaient de faire dans les pays où ils étaient appelés à vivre, ils ont puissamment contribué à entretenir dans

(1) Vera eut la chance d'échapper aux tribunaux militaires, de comparaître devant le jury et d'être acquittée. Elle se réfugia à Genève, y fonda, en 1884, avec Plékhanov Doulsch et Axelrod le groupe initiateur de la social-démocratie russe et ne regagna la Russie qu'en avril 1917.

le monde la flamme de la tradition révolutionnaire, et d'innombrables âmes, partout, se sont nourries de cette lumière — venue d'Orient comme toute lumière.

Leur éclatante victoire sur le tsarisme ne les a pas assouvis. Sans doute, beaucoup d'entre eux ont-ils trahi. Mais le gros de l'armée révolutionnaire continue la bataille sans faiblesse. Le combat contre le tsarisme s'est transformé en un combat, plus grandiose encore,

contre le capitalisme international. Le drapeau qui flotte au Kremlin n'est pas l'emblème de la liberté russe, mais de la liberté du monde.

La révolution mondiale a commencé le 7 novembre 1917 avec la révolution prolétarienne de Russie. Mais au commencement de la révolution russe, qu'y eut-il ? Le revolver de Vera Zassoulitch !

Amédée DUNOIS.

Le Parti Communiste et les Syndicats

Après la guerre où il pratiqua par l'union sacrée la collaboration des classes, après la révolution russe, le syndicalisme traverse une crise profonde,

C'est un jeu puéril et subalterne que de rejeter les responsabilités de cette crise sur les réformistes ou sur les révolutionnaires. La crise a sa raison dans l'opposition des tactiques, des méthodes et des doctrines. Et c'est leur inévitable opposition qui est responsable de cette situation.

Nous savons bien que cette crise, tant qu'elle ne sera pas résolue, sera un obstacle au recrutement. Nous savons bien qu'elle a fait tomber les effectifs confédérés de 2.500.000 à quelques centaines de milliers.

Mais nous savons bien aussi qu'il est impossible d'entreprendre les vigoureuses actions quotidiennes qui sont l'une des tâches du syndicalisme et qui assureraient son recrutement tant que cette crise ne sera pas résolue par le triomphe du syndicalisme révolutionnaire.

L'action révolutionnaire est dans la tradition et dans la destinée du syndicalisme français. Et aucune action syndicale puissante, aucun recrutement intensif ne sera possible tant que le syndicalisme français ne sera pas redevenu révolutionnaire. Les syndicalistes minoritaires sont les huguenots du syndicalisme révolutionnaire.

Les hésitants, ceux qui ne voyaient dans le syndicalisme que l'action corporative à rendement immédiat, ceux en un mot dont l'éducation syndicale de classe était à faire se sont trouvés dans des syndicats où les conflits de doctrine, de méthode et de tactique apparaissaient au premier plan. Ils se sont retirés. Et réformistes et syndicalistes révolutionnaires s'affrontent directement dans une âpre lutte à coups tirés. Quand le syndicalisme minoritaire aura triomphé, quand le réformisme sera irrémédiablement abattu et lui seul peut être irrémédiablement abattu, alors les

hésitants, ceux qui s'étaient détournés, reviendront dans les syndicats et sous la direction des leaders syndicalistes révolutionnaires ils mèneront la lutte corporative et apprendront à mener la lutte des classes sur le terrain syndical.

Le Parti Communiste, dégagé de l'électoratisme malsain, commence depuis Tours à mener lui aussi contre le capitalisme la lutte sans merci.

Syndicalistes révolutionnaires et communistes en face de la réaction grandissante ont senti depuis quelques mois l'impérieux besoin de coordonner leur action.

En face de la mobilisation de la classe 19 et des périls de guerre qui se dessinaient, avec leurs camarades de l'A.R.A.C., ils ont formé, localement, départementalement et nationalement des comités d'action qui menèrent une lutte efficace.

En face du projet de lois superscélérates, les comités d'action se sont maintenus. Là aussi, ils ont mené une bataille, qui par une action d'agitation directe dans le pays a abouti à l'enterrement de ces lois toujours prêtes à ressusciter, ne l'oublions pas.

Par les comités d'action, une liaison étroite, limitée à des objets précis, s'est donc formée entre le syndicalisme minoritaire, le Parti Communiste et l'A.R.A.C.

Et voici que l'Internationale syndicale en organisant une liaison permanente et organique entre elle et l'Internationale communiste, en proclamant que de telles liaisons seraient hautement désirables sur le terrain national a effarouché une partie des syndicalistes révolutionnaires de France.

Remarquons tout d'abord qu'il ne s'agit nullement de la subordination des syndicats à l'organisation politique. L'Internationale syndicale a eu la sagesse de ne pas introduire dans sa charte internationale de dispositions qui eussent été complètement inacceptables dans certains pays.

Elle a réalisé, par le haut, la liaison des deux

internationales syndicales et politiques par la volonté de 35 sections syndicales nationales sur 38.

Elle a eu la sagesse, sur le plan national de ne pas imposer la liaison organique entre la centrale syndicale révolutionnaire et le Parti. Elle s'est bornée à indiquer que cette liaison organique — qui, répétons-le, n'est pas la subordination — est hautement désirable.

Ces vérités de fait établies et il était nécessaire qu'elles le fussent, tout communiste, qui ne se croit pas obligé d'être trop habile et qui pense que souvent la plus grande habileté c'est encore la sincérité, tout communiste doit nécessairement lui aussi trouver de belles liaisons hautement désirables.

Les comités d'action avaient établi des liaisons étroites mais circonstanciées pour des actions déterminées. Il est à penser que la lutte des classes devenant plus âpre aurait maintenu de semblables liaisons ou en aurait créé d'autres en face d'actions à mener nécessitant la coordination de toutes les forces vraiment révolutionnaires. L'acuité permanente de la lutte des classes, la rapide succession des épisodes aurait abouti à des liaisons circonstanciées sur tant d'objets précis qu'il y aurait eu là l'équivalent pratique des liaisons organiques permanentes désirées par l'Internationale syndicale rouge et par nous-mêmes.

Une fraction importante des syndicalistes minoritaires qui avait accepté les liaisons circonstanciées dans les comités d'action, s'effarouche de voir réalisée au sommet la liaison organique par échange de délégués entre l'Internationale syndicale et l'Internationale politique ; et aussi de voir proclamer une telle liaison désirable sur le plan national.

Pour ce qui est de l'Internationale syndicale, c'est au syndicalisme révolutionnaire français de régler ses rapports avec elle et de décider en pleine autonomie s'il y a là un obstacle définitif à son adhésion ou, s'il y a lieu, à des négociations. Nous, Parti Communiste de France, je pense que nous n'avons pas à intervenir dans ces choses.

Nous comprenons très bien que le syndicalisme révolutionnaire français attaché à ses traditions, soit chatouilleux lorsqu'il peut penser que son indépendance est menacée d'être menacée. Le Parti Communiste doit le rassurer pleinement.

La question des liaisons organiques ne se pose pas pour lui : par son essence même, désireux de la coordination permanente de l'action révolutionnaire, il en est partisan. Il dirait le contraire que personne ne le croirait.

Mais pour s'accorder il faut être deux. La question des liaisons n'est pas résolue pour le syndicalisme révolutionnaire. Il lui appartient, s'il le juge utile, quand il le jugera utile d'examiner et de résoudre cette question en toute indépendance.

Les hommes des diverses nuances du syndicalisme révolutionnaire appartiennent aux C.S.R. avec des droits égaux. Les communistes n'y jouissent d'aucun privilège. Que les diverses fractions des C.S.R. discutent et décident, chacun défendant avec des droits égaux à ceux des autres, l'opinion qu'il juge la meilleure, l'opinion conforme à sa pensée profonde sur l'ensemble du problème révolutionnaire. Le Parti, en tant que parti, n'a pas à intervenir dans le débat. Pas plus que le syndicalisme minoritaire n'a à intervenir en tant que syndicalisme minoritaire dans les délibérations intérieures du Parti.

Il n'est pas possible, je pense, d'être plus respectueux de l'autonomie des deux organisations.

Et puis si un jour, à la suite de délibérations mûrement réfléchies ou par la leçon des événements les syndicalistes révolutionnaires par une libre décision prise par eux en toute indépendance au sein de leur organisation autonome, venaient demander au Parti d'établir des liaisons organiques avec lui, alors la réponse du Parti est connue d'avance. C'est avec joie qu'il accepterait cette possibilité de mieux coordonner par un effort commun des uns et des autres toute l'action révolutionnaire.

Il n'y a rien là qui soit de nature à ressembler à une entreprise contre l'autonomie des syndicalistes et les plus farouches adversaires des liaisons organiques ne pourront que reconnaître la correction parfaite d'une telle attitude.

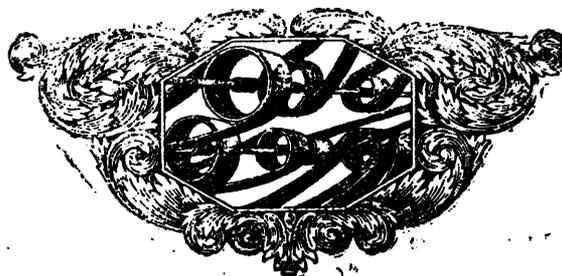
Nous, Parti, nous aimons une Confédération du Travail révolutionnaire. Nous lui déclarons notre amour. Nous ne demandons qu'à nous marier avec elle. Mais nous sommes des gens convenables. En parlant de tout autre chose, avec son esprit habituel, Rappoport disait l'autre jour qu'on ne fait pas la révolution avec de belles manières. Quand on a affaire aux bourgeois, c'est juste. Avec une Confédération du Travail révolutionnaire, le Parti doit être galant homme.

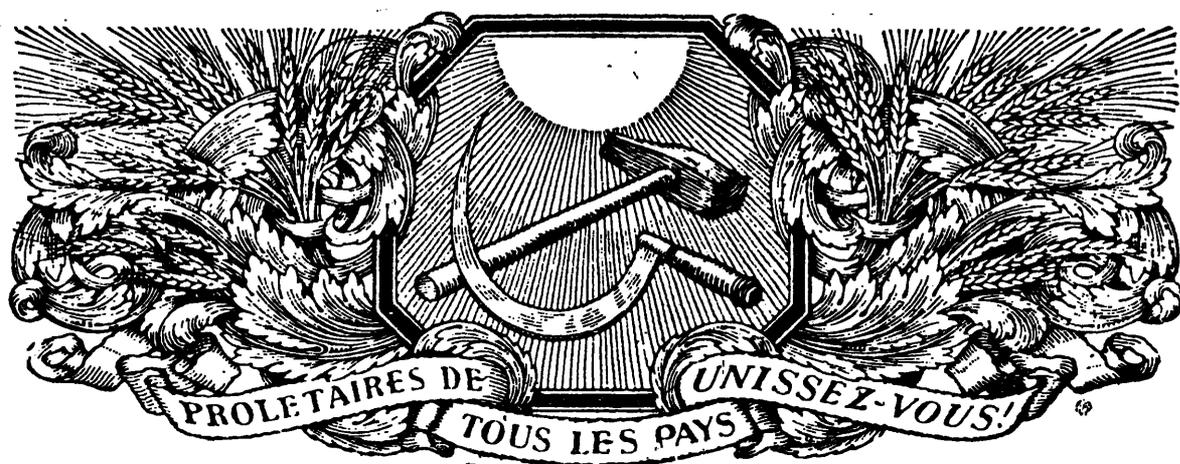
S'il veut se marier avec elle, il repousse avec horreur l'idée de la violer.

Mais le Parti, tout jeune, se sent des ardeurs d'adolescent.

Si la Confédération révolutionnaire ne veut pas se marier avec lui, tant qu'elle refuse le doux hyménée, le Parti reste disposé, quand elle le voudra, à faire avec elle l'amour libre.

Albert TREINT.





La 3^e Internationale et les Intellectuels

Il serait sans doute superflu de donner aux camarades des pays d'Europe occidentale des preuves théoriques ou pratiques, faciles à tirer de l'expérience du régime des Soviets en Russie, pour les convaincre que la conquête des intellectuels par le prolétariat est l'une des tâches essentielles de la grande révolution sociale. Il s'agit, dans le plein sens du mot, d'une conquête. Avant les résultats de la guerre impérialiste, les intellectuels d'Europe occidentale étaient en effet dans leur immense majorité, comme en Russie même, à l'exception d'une partie de la jeunesse et de quelques individualités isolées, enlizados dans la médiocrité et directement ou indirectement attachés à la bourgeoisie et à l'ancien régime. Les éléments intellectuels, dépourvus de pensée politique (et, il faut le dire, à la grande honte d'une catégorie sociale qui croit être le sel de la terre, que les gens dépourvus de convictions politiques y sont très nombreux), étaient en quelque sorte l'objet des conflits sociaux. Les classes politiquement actives, propriétaires, bourgeoisie, prolétariat, se disputaient les intellectuels, de même qu'elles se disputaient les machines et les chemins de fer. Mais, de même que le prolétariat s'empare, au cours de la révolution, d'un matériel inerte qu'il doit apprendre à gouverner physiquement, il doit apprendre à gouverner moralement le matériel vivant que présentent à ses yeux les éléments intellectuels politiquement inertes.

Ces éléments intellectuels, nourrissant une sorte d'aversion pour les couches sociales inférieures qui ont osé devenir dirigeantes, secoués par la désagrégation des mœurs, tout à fait inaccoutumés à satisfaire aux nouveaux besoins créés par les nouvelles conditions d'existence, ces éléments intellectuels ont d'abord tenté de manifester ce qu'on pourrait appeler une sorte d'activité passive, c'est-à-dire sous des formes plus ou moins organisées, ont tenté de faire du sabotage. Le prolétariat russe a su réagir avec l'énergie voulue, et le sabotage actif a été brisé. On ne peut en dire autant du sabotage passif. Jusqu'à présent, la médiocratie intellectuelle continue de murmurer contre le pouvoir, de colporter sur les Communistes les plus absurdes potins, de se réjouir de leur moindre insuccès et, parfois même, ce qui cause le plus

grand préjudice au pays tout entier, de déplorer les succès et parfois même ceux qui sont à l'avantage de la population tout entière.

Apprendre à gouverner cette masse, cela veut dire, en premier lieu, conquérir sa sympathie, ou, en d'autres termes, conquérir à la politique communiste la plus grande partie d'une amorphe médiocratie ; en second lieu, inciter les intellectuels à un travail réel et fécond dans l'esprit de leur spécialité, après avoir préparé leur utilisation ; en troisième lieu, créer un régime qui, sans leur répugner, sans les soumettre à des travaux obligatoires, n'en assurerait pas moins un contrôle ouvrier suffisant sur tous ceux dont on ne peut considérer la sympathie comme digne de confiance. C'est dans ce sens que le Parti Communiste Russe oriente sa politique à l'égard de ces éléments. Mais en Europe occidentale, la condition devenue misérable des intellectuels, surtout dans des pays tels que l'Allemagne et l'Autriche, peut en pousser un grand nombre à une opposition résolue au monde bourgeois : ce fait s'observe déjà. La situation peut donc être sensiblement meilleure dans d'autres pays où la révolution sociale, en remportant sa victoire politique, ne se heurtera peut-être de la part des intellectuels qu'à une opposition très affaiblie et trouvera même, au contraire, chez bon nombre d'entre eux concours et bon accueil.

Aux antipodes de ces derniers éléments se placent les intellectuels pourvus d'une très nette conscience politique, pénétrés d'un instinct de classe qui a même donné naissance à une sorte de théorie de classe. Il ne faut pas, à cet égard, se faire d'illusions. Si, en Europe occidentale, les mencheviks, c'est-à-dire les socialistes de droite, expriment souvent la pensée d'une partie du prolétariat qualifiée corrompue par la bourgeoisie, il n'est en Russie qu'un très petit nombre d'ouvriers qui se soient fixés dans les bas-fonds de ce qu'on appelle « le parti social-démocrate ». Ce dernier est un parti d'intellectuels dont la composition est tout à fait nette. C'est celui d'une bourgeoisie jeune, encore débile, qui n'a pas pu partager le pouvoir avec l'autocratie, ni conquérir pour elle et pour la bourgeoisie une place d'honneur ; elle a joué un rôle de conciliation entre la bourgeoisie

industrielle et la partie la plus instruite du prolétariat, les ouvriers qualifiés techniciens. Être l'homme de confiance, le fidèle commis très apprécié de la bourgeoisie et, en même temps, le guide des prolétaires à faux col : tel est bien l'idéal des mencheviks. C'est évidemment celui des Scheidemann de toutes les nations, avec cette seule différence qu'ils ont déjà un auditoire ouvrier considérable, tandis que nos mencheviks russes ont vu le leur fondre et se disperser au premier tonnerre de la révolution.

Les intellectuels adhérant au mouvement socialiste-révolutionnaire nous offrent à peu près le même tableau. En 1917, toute la médiocratie intellectuelle afflua au Parti socialiste-révolutionnaire, dont le programme ne l'obligeait à rien. Ce fut, en quelque sorte, une mode de porter à la boutonnière le petit insigne rouge des S.-R. Une foule chaotique, provenant de tous les coins de la Russie, et dans laquelle voisinaient les turbulentes natures anarchistes, les critiques pédants de Marx, les cent-noirs à peine grimés, se pressa sur le chemin du pouvoir en flattant d'être « en dehors des classes » et sous le drapeau du Parti socialiste-révolutionnaire. Certes, ce colosse à pieds d'argile tomba en poussière, aussitôt que la main ouvrière lui eut porté un coup sérieux. Peut-on appeler le Parti socialiste-révolutionnaire un Parti paysan ? Oui, dans la mesure où, de même que les mencheviks tentaient de s'appuyer sur l'aristocratie ouvrière, il s'appuie sur l'aristocratie paysanne. Mais l'ouvrier aristocrate est tout de même un ouvrier, alors que le paysan aristocrate est un gros bonnet, c'est-à-dire, en vérité, un bourgeois authentique. C'est ce qui donne au Parti socialiste-révolutionnaire de droite, un caractère très sensible de moyenne bourgeoisie et de paysannerie cossue. Ajoutez-y les intellectuels qui, sans même faire usage de la feuille de vigne socialiste, prétendaient au rôle de commis favoris de la bourgeoisie, c'est-à-dire les intellectuels adhérant au Parti des cadets, et vous aurez une vue générale de ce qu'on appelait, en Russie, l'avant-garde des intellectuels. On verra naturellement à peu près la même chose en Europe où les intellectuels, formant à cet égard une partie de la petite bourgeoisie — artisans travaillant du cerveau — tenteront de créer leur parti ou leur conglomérat de partis qui n'offrira pas un tableau moins bigarré que celui de nos intellectuels mencheviks, socialistes-révolutionnaires et cadets.

La conciliation avec ces gens est impossible, et nous n'en avons d'ailleurs pas besoin. Ils forment jusqu'à présent l'opposition la plus catégorique. Ils pensent encore à remonter le cours de l'histoire ; ils se livrent à une propagande nocive parmi les intellectuels sans-parti et les masses en général. Ils doivent, si l'on peut s'exprimer ainsi, s'éteindre politiquement. Leurs meilleurs éléments (et il va de soi qu'il y a parmi eux nombre d'hommes de talent) finiront par comprendre leurs fautes et par venir à nous, après de longs détours. Il y a naturellement des Saül qui volent tout à coup avec la plus grande netteté comment le malin se jouait d'eux, et qui retournent sur leurs pas. Nous avons bon nombre d'excellents amis et de communistes venus à nous de cette façon. Il s'agit bien moins de combattre pour l'âme de ces intellectuels que pour l'âme de tous les intellectuels contre quelques-uns d'entre eux.

Force nous est enfin de dire quelques mots des intellectuels les plus qualifiés. Je ne prétends pas donner ici une analyse parfaitement achevée du sujet auquel je reviendrai peut-être plus longue-

ment, mais je suis pourtant contraint de diviser ces intellectuels hautement qualifiés en deux groupes particulièrement importants à nos yeux : les célébrités européennes ou russes et les ingénieurs-professeurs et techniciens les plus qualifiés. Examinons d'abord les premiers.

On ne peut douter que l'état-major technique de l'industrie et de l'agriculture, auquel appartiennent aussi les professeurs des écoles techniques supérieures, nous est si nécessaire que toutes nos réserves d'or, de même que toutes les richesses de l'État ne peuvent entrer en ligne de comparaison avec eux. Par la force des choses, ils monopolisent le savoir, un savoir sans lequel nous ne pouvons rien faire. On ne peut assurément les considérer simplement comme faisant partie de la bourgeoisie ; ils faut cependant dire qu'ils en ont été les favoris.

Que pouvons-nous en attendre ?

Tout d'abord, j'indiquerai un certain danger. Ce groupe est si fort que si les ingénieurs de Russie ou de l'étranger réussissent à rallier tout le personnel technique qualifié de l'agriculture et de l'industrie, si ces groupes avaient assez d'intelligence pour s'organiser d'une façon en quelque sorte communiste et nous proposer leurs services à des conditions définies — ils pourraient, malgré leur faiblesse numérique en comparaison avec le prolétariat, acquérir dans la période de transition au communisme une influence trop prépondérante. Certains analystes profonds de notre situation ont exprimé devant moi des craintes, assez légitimes, après le discours du célèbre ingénieur-professeur anglais Sody, de voir se créer une sorte d'hégémonie du personnel technique que devrait soutenir le Parti Communiste, représentant un prolétariat politiquement puissant, mais voué à une relative impuissance technique et théorique.

Il semble que ces craintes soient exagérées, mais personne ne niera que ces éléments intellectuels, en redressant leur ligne de conduite en passant avec des effectifs plus ou moins complets sur les positions soviétistes et à de bonnes formes d'organisation, pourraient simultanément nous apporter un secours inappréciable et prétendre à un rôle très sérieux de facteur partiellement déterminant du mouvement.

Y a-t-il dans cette orientation du personnel technique des symptômes à la fois favorables et inquiétants ? Il y en a. L'association des techniciens A. R. F. s'est acquise, en Allemagne, une sorte d'influence intermédiaire encore vague, mais très sérieuse. Le discours du professeur Sody déclarant que, l'ingénieur et le savant sont tout, alors que la bourgeoisie les réduit à rien, et faisant allusion à la possibilité d'une alliance des ingénieurs avec les ouvriers dans le but d'amener, selon une conception qui rappelle le saint-simonisme, le triomphe des travailleurs intellectuels et manuels sur les parasites, est assez significatif.

N'est-il pas aussi symptomatique que, pendant les grandes grèves italiennes, le personnel technique s'est presque partout rangé du côté des ouvriers ?

Les prolétaires ne peuvent assurément que se féliciter de voir les ingénieurs s'organiser eux-mêmes. Ingénieurs et savants russes sont trop débilés et trop peu nombreux pour s'affirmer avec tant soit peu d'énergie. Pourtant, le personnel technique et le professorat technique vont plus volontiers au devant d'un accord avec le pouvoir des Soviets que d'autres éléments intellectuels. Et

il est naturel qu'ils trouvent chez nous un meilleur accueil.

Considérons maintenant ce véritable sel de la terre, les grands représentants uniques de la culture, dans le domaine de la science et de l'art. A cette hauteur, les intellectuels acquièrent un caractère particulier. Ici, par la largeur de leur intelligence, par leurs dons naturels, par la finesse de l'analyse ou par la profondeur de la synthèse, ils s'élèvent en vérité assez souvent au-dessus de leurs intérêts personnels, de leurs groupes. De ces hauteurs sont venus vers nous Marx, Engels, Lassalle, Lénine. Et nous pouvons constater avec joie qu'il ne manque pas de prophètes pour saluer notre soleil levant. Quand on se souvient comme le grand botaniste russe Timiriazev bénissait littéralement, avant d'entrer au repos éternel, Lénine et son œuvre, quand on sait l'ardente sympathie que professent à l'endroit des idées communistes des hommes tels que le plus grand physicien de notre temps, Einstein, ou le plus grand pédagogue Nattor, ; quand on sait quelle position ont adoptées des lumières de l'Internationale intellectuelle telles que Bernard Shaw, Romain Rolland, Henri Barbusse, Anatole France ; quand on reçoit une charmante lettre débordante de sincérité d'un représentant qualifié des gardiens intellectuels de la plus haute culture morale, tel Auguste Forel ; quand on voit s'attester à chaque instant l'ardente sympathie d'une jeunesse pleine d'espoir, telle que celle des expressionnistes allemands et des tendances avancées de partout, on arrive à conclure que les intellectuels, moralement brisés par la guerre et tourmentés par l'appauvrissement de la classe moyenne, constituent le terrain qu'il faut aux plus grands esprits et aux cœurs les plus émus pour entrer dans la bonne voie.

En Russie, des hommes tels que Gorki, Brussoff, Séraphimovitch, Maïkovsky, différents par les origines, par l'âge, par les tendances, par les qualités mêmes de leur esprit, mais qui n'en sont pas moins les conducteurs de phalanges entières d'écritains, sont venus au drapeau du communisme. D'autres y viennent non sans hésitations, mais y viennent. L'idée de la révolution que l'on trouve dans certains poèmes de Blok ou de Volochine — ce dernier, actuellement à l'étranger — les idées d'un représentant aussi typique, non seulement des intellectuels, mais des milieux intellectualisants les plus fâcheux, que l'est Ivanoff-Razoumnik, attestent la possibilité de l'acceptation imminente de l'Évangile communiste par des milieux intellectuels toujours élargis.

Certes, il y a dans cette voie bien des obstacles. On ne peut douter cependant que la venue au communisme des meilleurs esprits et des cœurs les meilleurs, de ceux qui possèdent le don de l'art, c'est-à-dire, selon la définition de Tolstoï, « le talent qui allume les cœurs », — on ne peut douter que la venue au Communisme de ces esprits aurait une puissante influence, et sur la politique actuelle et surtout sur la jeunesse dont certains milieux nous demeurent hostiles, mais que l'on pourrait encore guérir de son empoisonnement inachevé par le virus de la bourgeoisie. Mais, je le répète, il y a de nombreux obstacles à surmonter : l'individualisme aigu des meilleurs représentants de l'intellectualité, leur tolstoïsme éthique, leur répugnance à toute violence — sans laquelle pourtant il ne peut y avoir de chirurgie révolutionnaire — leur confusion devant des destructions qui atteignent souvent les richesses de la culture, leur incapacité à parler aux nouveaux auditoires qui remplissent maintenant en Russie, et rempliront bientôt dans le monde entier, les théâtres, les salles

de conférences, les bibliothèques, enfin, la désorganisation de la vie quotidienne qui fait aux intellectuels des conditions d'existence pénibles, et bien d'autres difficultés qu'il serait trop long d'énumérer.

Accablés par les tâches militaires, placés devant une effroyable ruine économique, nous sommes loin de pouvoir dire que nous avons fait tout le possible pour soustraire quelques centaines de représentants les plus marquants de l'intelligence russe à la pression excessive de notre ruine. Nous n'avons pas eu le temps d'accorder l'attention voulue aux discussions avec eux et à la propagande parmi eux, de même que parmi les masses arriérées des intellectuels. Je pense pourtant que l'étreinte de la guerre se desserrera maintenant pour quelque temps au moins. Nous aurons, en abordant notre organisation économique, quelques loisirs et quelques ressources afin de nous occuper de la lutte à soutenir pour les intellectuels.

Je voulais seulement, dans cet article, esquisser la situation des différentes couches de l'intelligence et les perspectives qui s'ouvrent devant nous. Nous avons besoin des intellectuels dans le domaine de la technique, de l'agriculture, de l'enseignement ; nous en avons surtout besoin comme d'un contingent tout à fait essentiel du personnel de l'État ; nous en avons besoin, et dans la plus large mesure, dans le domaine de l'art qui contribue à ennoblir les âmes et, par conséquent, n'est que propice au communisme et qui doit, au fur et à mesure de la croissance de la nouvelle esthétique, devenir un puissant facteur d'assimilation de l'ancien monde par le nouveau. Nous avons besoin des intellectuels, et pourtant ils nous sont encore, pour la plupart, hostiles à de différents degrés. Ceux qui sont venus à nous nous sont d'autant plus précieux, et il nous est d'autant plus nécessaire de tout mettre en œuvre pour grouper les forces intellectuelles les plus considérables autour du communisme, nouvelle axe du monde.

Point n'est besoin, me semble-t-il, en invitant à la création d'une sorte d'Internationale intellectuelle, d'en exiger une nette profession de foi communiste ou même la claire intelligence à la pensée marxiste. Point n'est besoin d'être envers les intellectuels trop exigeant en matière politique. Ils ne peuvent s'élever à la hauteur de la discipline et de la conscience politique du prolétariat. Il ne faut pas oublier que le drapeau rouge auquel les intellectuels se rallieront, de plus en plus nombreux, aura toujours des reflets roses. Et il serait déraisonnable d'appliquer la maxime : « Qui n'est pas avec nous est contre nous » aux questions de théorie, de réserve dans la discipline, d'éthique prolétarienne, posées à l'égard de ces éléments. Non : « Quiconque est contre la bourgeoisie est avec nous », — tel est le mot d'ordre qui doit nous servir à former l'Internationale des intellectuels.

Que le lecteur ne croie pas que je préconise ici une organisation internationale parallèle à la nôtre. Il serait seulement désirable que l'intelligence internationale sympathisant avec nous s'entendit, se réunit peut-être en congrès pour jeter devant le monde entier sa malédiction à la face de la bourgeoisie et pour nous dire sa sympathie. Peut-être pourrions-nous alors, nous, 3^e Internationale prolétarienne, exercer dans le monde une influence mieux organisée sur cette catégorie d'hommes qui devra encore, pendant de longues années, rester dans une situation particulière, qui nous est nécessaire et qui, au lieu d'être séparée de nous, comme la bourgeoisie ou la paysannerie riche, par un fossé infranchissable, est le plus proche voisin du prolétariat.

A. LOUNATCHARSKY.

Le Proletariat italien et le Mouvement fasciste

La situation qui, depuis quelques mois, s'est établie en Italie dans le domaine de la lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat, a en soi quelque chose de caractéristique et de spécial, repose sur des éléments originaux, est le résultat d'un jeu de forces qui ne s'était encore pas montré dans les autres pays et parmi les autres peuples. C'est pourquoi il est utile et sage que les vicissitudes et les épreuves du prolétariat italien soient attentivement observées par tous les camarades : il pourrait se faire que, dans leur pays aussi, il se crée des forces semblables qui, se conjuguant de la même façon, aboutissent à créer une situation identique. La chose, d'ailleurs, est à éviter par tous les moyens.

La fin de la guerre européenne équivalait pour les ouvriers italiens à l'engagement d'une lutte extrêmement ardente contre leur bourgeoisie capitaliste. Les charges et les épreuves imposées par la guerre, les souffrances et les anxiétés contenues pendant cinq années s'étaient changées en un stimulant, en une incitation à l'action. Les ouvriers et les paysans d'Italie, en pénétrant par centaines de milliers dans les syndicats et par dizaines de milliers dans le Parti socialiste, ne manifestaient qu'une seule volonté : celle de submerger dans leur élan tous les obstacles afin d'obtenir les plus hautes conquêtes.

En face d'un prolétariat aussi excité à la lutte, se groupait une bourgeoisie en grande partie nouvelle et non organisée ; une industrie éprouvée par un développement anormal et rapide sous l'aiguillon des nécessités de guerre, n'ayant pour appui aucune richesse financière, aucune disponibilité de matières premières en proportion ; un Etat qui, quoique victorieux, était sorti de l'effort de la guerre avec des rouages désorganisés, désaxés, réduit à la misère, sans pouvoir et sans autorité.

Il ne pouvait y avoir aucun doute sur le résultat d'un duel entre deux adversaires semblables. Pour le prolétariat, ce fut donc une avance continue, d'abord lente, ensuite plus rapide, enfin foudroyante. Les conquêtes économiques et les conquêtes morales se succédaient de jour en jour. La bourgeoisie, au contraire, après quelques velléités de défense, abandonna toute espérance du salut et se soumit à ce qu'elle considérait elle-même comme le terrible tribut imposé par l'histoire aux responsables de la guerre. On en vint à ce point que les combats furent quelque chose de superflu. Pour obtenir, il devint suffisant de demander.

Le gouvernement de l'Etat et les Comités directeurs du Parti Socialiste et de la Confédération Générale du Travail traitaient entre eux de puissance à puissance. Le patron de l'usine et la « Commission Intérieure » se contestaient le droit de diriger la vie de l'entreprise, et presque toujours c'était l'autorité patronale qui pliait.

Voici quelques exemples :

La Commission socialiste partit pour la Russie en juin 1920, avec deux wagons spéciaux et pres-

que tous les honneurs d'une légation diplomatique.

Pendant les troubles suscités par la cherté de la vie, les négociants portaient par milliers les clés de leurs boutiques dans les Bourses du Travail, comme à l'unique organisme effectif de pouvoir et d'autorité qui fonctionnât encore dans la ville.

Une seule menace de la direction du Parti fut suffisante pour faire abandonner dès le début l'aventure impérialiste d'Albanie, dans laquelle les cliques impérialistes avaient lancé l'armée italienne :

Elections politiques de 1919 : 1.561 députés socialistes. Elections administratives de 1920 : 2.500 communistes, qui levèrent le drapeau rouge.

Enfin, en septembre 1920, le prolétariat, dans sa partie la plus consciente et la plus capable, les ouvriers métallurgistes, porta à la bourgeoisie un coup plus audacieux et gros de conséquences. Avec l'occupation de plus de 1.500 fabriques, c'est-à-dire de toute la grande industrie italienne, c'était véritablement le cœur de la société capitaliste qui était visé, c'était le principe de la propriété privée, intangible, inviolable, sacrosaint, qui était touché et lésé.

Il y a, dans la réalité historique, des moments décisifs dans lesquels les forces intérieures qui la forment et qui la meuvent n'ont plus en elles-mêmes la capacité de résoudre les situations qu'elles ont créées. Dans ces moments, c'est la volonté des hommes qui intervient ou bien qui doit intervenir pour diriger les événements dans les voies nouvelles, vers les destins nouveaux. C'est précisément la fonction des partis politiques d'organiser les volontés des hommes unis en un seul consentement et en une seule aspiration, à l'effet d'étudier et de suivre de près les moments successifs de l'histoire et d'intervenir avec tout le poids coordonné de leurs propres forces et de leur propre décision, dans ces instants fatals.

L'occupation des fabriques, accompagnée dans beaucoup de parties de l'Italie de l'invasion des domaines foncier, fut véritablement un de ces moments dans lesquels la capacité des partis politiques et la préparation des classes sont mises à l'épreuve. Et le moment fut tragique et douloureux pour le prolétariat.

Le Parti socialiste, en face de la nécessité terrible de l'action, recula. L'épouvante devant la mêlée, devant la bataille vraie, bataille non plus de paroles ou de pensée ou d'habiles escarmouches dialectiques, mais d'hommes forts, courageux, armés, violents, glaça le sang des plus remuants et des plus bruyants démagogues. Et tandis que le prolétariat, sans autres armes que sa volonté d'agir et quelques fusils, attendait, enfermé dans les fabriques, le signal et l'ordre d'agir, les chefs marchandaient la reddition dans les cabinets des gouvernants.

L'inaction prolétarienne dans cette conjoncture critique fut le signal du début de la contre-attaque bourgeoise,

— C'était donc que derrière cette redoutable menace des ouvriers il n'y avait en réalité qu'incapacité et inertie. C'était donc que cette fameuse révolution était réfrénée par ceux-là mêmes qui l'avaient proclamée ?

— Et par conséquent on pouvait tout oser maintenant.

La bourgeoisie italienne a osé. Elle a enseigné à son prolétariat, au prix de son sang et de ses souffrances, qu'il y a une seule loi qui domine les faits dans les moments décisifs de l'histoire : la loi de la violence.

En effet il était advenu ceci : les lois, les codes, les règlements, avaient perdu toute capacité de défense pour la classe bourgeoise. Dépassés, par les événements, ils étaient comme des armes émoussées, comme des chaînes brisées entre les mains des dirigeants : la vie sociale se déroulait désormais hors de leurs prescriptions traditionnelles harmonieusement agencées et chaque jour voyait des rapports nouveaux et de nouvelles relations réciproques entre les hommes surgir, se développer et disparaître. C'est seulement sur le terrain de l'illégalité qu'il était possible de vaincre. Et la bourgeoisie italienne transporta entièrement sa puissance et son action hors de la limite de l'enceinte bien construite des lois. Au-dessus de ces lois, il y eut le combat, l'arme décisive, la violence.

Le fascisme ne représente pour l'instant rien d'autre qu'un organe défensif et armé de la bourgeoisie italienne.

Les organisations analogues de forces armées blanches qui se sont constituées dans les autres pays d'Europe, sont d'un autre caractère et découlent d'une autre origine. Elles sont sorties les unes après les autres des attaques armées du prolétariat. Elles représentent la réaction en face de l'action ouvrière. Il en est ainsi en Hongrie, en Allemagne, en Finlande. Dans ces pays, ce fut le prolétariat qui brisa les hésitations et qui attaqua l'Etat et les classes en possession du pouvoir : la décision, la volonté d'agir, était venue des ouvriers, et ce furent eux qui entraînent la bourgeoisie à la lutte ouverte et armée.

En Italie, devant l'éclipse subite du parti socialiste, ce fut la classe bourgeoise qui déclancha l'attaque.

Le fascisme descendit dans l'arène en parfait attirail de combat. Les journaux fascistes commencèrent la publication de bulletins de guerre dans le style et dans la forme des bulletins grandiloquents des Cadorna, des Joffre et des Hindenburg. Des sections entières d'automobilistes furent équipées pour le déplacement rapide des bandes, groupées en divisions, avec casques, fusils et mitrailleuses. Les autorités gouvernementales furent larges dans leur distribution d'armes, de munitions, d'asiles, de garanties et d'immunité...

La masse laborieuse, ainsi assaillie au moment où elle était le moins préparée, au moment où la plus grande confusion régnait dans son parti de classe, ne reçut jamais un coup aussi terrible.

Sans rencontrer d'obstacle, les fascistes purent incendier et détruire des centaines de maisons du peuple, d'habitations ouvrières, frapper et tuer des milliers d'ouvriers, disperser à main armée plus de 50 municipalités socialistes.

Les organisations syndicales et politiques du prolétariat ressentirent un grave dommage de cette action armée de la bourgeoisie : on peut dire aujourd'hui que la bourgeoisie conquiert ainsi, dans le processus d'épuisement que subit sa classe, un instant de répit.

C'est seulement depuis peu de mois qu'a commencé à se faire sentir dans les faits de la vie italienne l'action du Parti communiste avec sa tactique de représailles violentes contre le terreur fasciste. Mais aujourd'hui la situation prédominante que possédait le prolétariat l'année passée a disparu (elle sera sans doute rétablie rapidement), et la lutte violente des masses ouvrières ne peut plus dénouer la situation décisive qui s'est résolue provisoirement en faveur de la bourgeoisie.

Il y a en Europe des pays dans lesquels se reproduit la situation italienne de ces derniers temps : un prolétariat fort, belliqueux, menaçant, organisé, avec de grands partis de masses, une bourgeoisie épuisée, dévoyée par les crises politiques et économiques, épouvantée, en pleine retraite.

La fortune de la révolution prolétarienne dans ces pays est confiée en grande partie à l'esprit de décision et à la capacité d'initiative des communistes de ces pays, à la clarté de leur discernement, à leur capacité d'accepter sans panique et sans précipitation toutes les terribles nécessités de la lutte sociale.

Humberto TERRACINI.



Bibliothèque
Communiste
PARIS
123, rue Montmartre

DRIDZO-LOSOWSKI. — <i>Le rôle des Syndicats russes dans la Révolution</i>	0 30
A. GLEBOV. — <i>Les Syndicats russes et la Révolution</i> (préface de Boris Souvarine)....	0 50
KERTJENZEV. — <i>Les Alliés et la Russie</i>	3 "
ALEXANDRA KOLLONTAI. — <i>La Famille et l'Etat Communiste</i>	0 40
LÉNINE. — <i>La Maladie infantile du Communisme</i>	4 "
LÉNINE. — <i>La Révolution prolétarienne</i>	4 "
LÉNINE. — <i>Lettre aux ouvriers américains</i> ...	0 25
LÉNINE. — <i>Les Bolcheviks et les Paysans</i>	0 40
LÉNINE. — <i>L'Etat et la Révolution</i> (en préparation).	
LÉNINE. — <i>Le Rôle des Jeunesses Communistes</i>	0 40
PIERRE PASCAL. — <i>En Russie Rouge</i>	2 "
BORIS SOUVARINE. — <i>La 3^e Internationale</i> ... épuisé	
BORIS SOUVARINE. — <i>Eloge des Bolcheviks</i> ... épuisé	
TROTSKY. — <i>Terrorisme et Communisme</i>	7 "
TROTSKY. — <i>Le Terrorisme</i>	épuisé
TROTSKY. — <i>Les Soviets et l'Impérialisme mondial</i>	épuisé
TROTSKY. — <i>La Commune de Paris et la Russie des Soviets</i>	0 60
CLARA ZETKIN. — <i>Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne</i>	0 75
.. <i>Le Programme du Parti Communiste russe (bolchevik)</i>	0 60
.. <i>Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste</i>	0 50
.. <i>Le Monde capitaliste et l'Internationale communiste (Manifeste du 2^e Congrès)</i>	0 75
.. <i>Statuts et Résolutions de l'Internationale communiste (votés par le 2^e Congrès)</i>	épuisé

Des Concessions en Russie Soviétiste

Le décret du Conseil des Commissaires du Peuple sur les concessions, en date du 23 novembre 1920, fixe dans les grandes lignes les conditions auxquelles le capital étranger pourra, en Russie soviétiste, être autorisé à exploiter certaines catégories des richesses forestières et minérales du pays. Il n'en a pas fallu davantage pour jeter l'alarme dans le camp de la bourgeoisie. Chaque nation appréhende maintenant d'être devancée par les autres.

Le bruit, d'après lequel certains groupes de capitalistes auraient déjà obtenu des concessions, ne pouvait qu'aiguiser les appétits. La bourgeoisie française revendique la priorité pour l'exploitation de toutes les richesses naturelles de la Russie et reproche amèrement aux groupes capitalistes anglais d'oublier les droits sacrés qu'elle a acquis sur la Russie par les emprunts qui lui ont servi à retarder la chute des Romanoff et de se préparer à signer des traités de concessions. Le Japon, à son tour, proteste contre les capitalistes américains qui, cherchant à obtenir des concessions au Kamtchatka, semblent — chose impardonnable — ne vouloir tenir aucun compte des droits du Japon sur les pêcheries.

Dans la question des concessions, on s'en tient à la même politique de lenteurs et de tergiversations que dans la question de la levée du blocus économique de la Russie Soviétiste. Voilà déjà un an que la reprise des relations commerciales avec la Russie a été mise à l'ordre du jour. Il y aura un an, à la fin de mars, que notre délégation est partie pour l'Occident, tout d'abord comme délégation de la Centrale des syndicats, car les gouvernements de l'Entente ne voulant point reconnaître ouvertement l'échec de leurs tentatives d'écraser la République Socialiste, avaient exigé hypocritement cette forme de représentation, donnant ainsi à croire qu'ils allaient entretenir des rapports commerciaux avec les coopératives russes, sans passer par l'intermédiaire du pouvoir soviétiste.

Mais là encore, une déception les attendait : d'organisations réactionnaires au début, les coopératives s'étaient déjà transformées en alliées fidèles du gouvernement ouvrier et paysan. Au lieu d'avoir affaire à une force secrètement ou même ouvertement hostile au pouvoir soviétiste, on eut à traiter avec une force déjà devenue un organe de ce pouvoir ; au lieu de s'adjoindre une force qui aurait cherché à utiliser les relations économiques internationales pour saper le régime existant en Russie, il fallait entreprendre les échanges commerciaux avec un organisation soviétiste. Or, de tels échanges n'auraient pu que servir à la consolidation du régime soviétiste. Aussi la bourgeoisie s'efforça-t-elle, par tous les moyens imaginables, d'entraver la marche des négociations pour la reprise des relations économiques. Puis, ce fut l'offensive des Polonais et de Wrangel, qui vint ranimer l'espoir de la réaction : peut-être, la contre-révolution reprendrait-elle le dessus en Russie, et un gouvernement quelconque, serviteur gagé de l'Entente, parviendrait-il à s'emparer du pouvoir.

La question des relations commerciales est ac-

tuellement, après une année de pourparlers économiques, tellement embrouillée par suite des manœuvres des gouvernements de l'Entente, que seule, une pression énergique du prolétariat d'Occident pourra la dégager de l'ornière où elle s'est embourbée. Sinon, aucun espoir de voir la fin des exigences injustifiées, posées tantôt par le gouvernement français, tantôt par le gouvernement anglais, tantôt par les deux à la fois, et qui ne peuvent que contribuer à prolonger indéfiniment le blocus économique dont les intérêts de la Russie, aussi bien que ceux des Etats occidentaux, réclament impérieusement la levée.

Le but primordial des concessions est de renforcer et d'accélérer les résultats des relations commerciales. L'économie européenne a été cruellement éprouvée par la guerre impérialiste et ses conséquences. Elle traverse en ce moment une crise profonde qui ne fait que s'aggraver de jour en jour. Ce n'est pas seulement l'impossibilité de ressusciter la discipline capitaliste et de contraindre l'ouvrier à travailler comme par le passé pour l'enrichissement de la bourgeoisie qu'il faut en chercher les causes : c'est encore dans la pénurie croissante de combustible et de matières premières. Il convient d'y ajouter le manque de blé et de produits alimentaires qui ne pourra que contribuer à avancer l'heure de la révolution.

Depuis le mois d'avril 1919, l'Entente nous a soumis à un rigoureux blocus économique, et cela non seulement dans le but d'étrangler par la famine la Russie Soviétiste, mais aussi dans le but d'établir autour de cette dernière une sorte de « cordon sanitaire » destiné à préserver l'Occident de la contagion socialiste. Mais le blocus est une arme à deux tranchants. On ne peut impunément, dans la mécanique du commerce international, supprimer le rouage de première importance que représente un immense pays, dont le rôle dans le ravitaillement de l'Europe occidentale en blé (50 %), combustible et matières brutes a toujours été des plus considérables. Au lieu de retarder l'avènement de la révolution, la mesure prise par les gouvernements capitalistes n'a fait qu'aggraver la famine, accroître le chômage et, par suite, accélérer le développement des masses.

Mais la bourgeoisie ne peut s'avouer qu'elle a commis une bêtise et entrer ouvertement en relations commerciales avec la Russie soviétiste. Quoiqu'elle affirme le contraire, elle sait bien que ces relations auront pour résultat de consolider le régime soviétiste. Celui-ci, dans la guerre, a remporté la victoire politique : dans la paix, il s'est affermi en tant qu'organisation économique, et la classe ouvrière d'Occident se convaincra bientôt que, seul, le communisme peut amener le triomphe sur la désorganisation économique et l'instauration d'un nouvel ordre social, en tous points supérieur à l'ancien.

Nous ne cachons pas que nous avons été très fortement atteints par le blocus. Toute notre vie économique, jusqu'à l'époque actuelle, n'a pu se développer que grâce à des échanges continuels avec l'étranger. Nous ne réorganiserons que très lentement notre industrie, notre agriculture et nos transports, si nous ne recevons d'Occident

l'outillage nécessaire. Il est impossible en quelques années de créer et de perfectionner certaines branches de l'industrie, dans lesquelles l'Occident a sur nous une avance de plusieurs décades. La division du travail, fruit de l'organisation capitaliste de la production, est le point de départ de notre reconstruction socialiste. Coupée du reste du monde, la société socialiste ne pourra accomplir son œuvre de réédification que très lentement et au prix des plus grands efforts.

En somme, la situation est inextricable. L'Occident ne peut nous fournir les machines, l'outillage électrique, les locomotives dont nous aurions besoin pour accroître les réserves de matières brutes, de combustible et de blé que nous pourrions lui livrer. D'un autre côté, si elle ne parvient pas à recevoir de nous une certaine quantité de matières premières, l'industrie étrangère est vouée à la mort. D'autant plus que la fermentation révolutionnaire, en Orient, aura bientôt pour effet de réduire sensiblement l'exportation des matières premières et des produits alimentaires en Europe. Et ainsi, le capital américain continuera en intensifiant son œuvre d'exploitation impitoyable.

En offrant des concessions au capital étranger, notre intention est de hâter l'heure de la mise en valeur des inépuisables richesses naturelles dont dispose la Russie. Les concessionnaires pourront introduire les moyens de production qui nous manquent et amener avec eux une certaine quantité de ces ouvriers qualifiés et de ces techniciens qui nous sont nécessaires pour développer notre industrie. Tout en nous cédant une certaine part de son exploitation, le capital européen pourrait, dans un laps de temps relativement court, accroître sensiblement l'approvisionnement de l'Europe en bois de construction et d'œuvre, en pâte à papier, charbon, blé, etc.

Nous ne craignons pas par notre politique commerciale extérieure d'affaiblir le mouvement révolutionnaire, en Occident, l'impulsion est déjà donnée, et ce n'est pas le supplément de blé, de matières brutes et de combustible que l'Europe recevra de nous, qui la préservera de la révolution prolétarienne.

La bourgeoisie d'Occident sait que les concessions pourraient alléger la situation de l'économie mondiale, en général, et de la classe ouvrière, en particulier. Elle sait que l'exploitation des forêts et des mines de la Russie lui procurerait des bénéfices considérables et que, si elle renonce effectivement à ses tentatives d'écraser par la force la dictature du prolétariat, elle n'a rien à craindre pour l'intégrité des capitaux engagés dans les concessions. C'est parce qu'elle le sait et qu'elle apprécie à leur juste valeur les avantages de ce placement de capitaux, que la bourgeoisie de chaque grand Etat, à la nouvelle qu'un groupe financier quelconque va obtenir de nous des concessions, pousse les hauts cris et se prétend lésé dans ses droits les plus sacrés.

Ce qui recommence, ce sont les mêmes compétitions et les mêmes intrigues que celles qui se sont fait jour dans la question de la reprise des relations économiques. Telle est la situation, qu'elle ne comporte aucune issue favorable pour la bourgeoisie. Où qu'elle se tourne, cette dernière n'a en perspective que l'accroissement des contradictions de classes dans les pays où elle détient le pouvoir, ou bien la consolidation du régime socialiste en Russie, consolidation qui rendra impossible l'existence des gouvernements capitalistes en Occident.

Il serait erroné de croire que les concessions ne sont pour nous qu'un moyen d'en finir au plus vite avec la famine et le froid. Elles ne sont pas un moyen de recouvrer ce que la guerre de six ans nous a enlevé ; elles sont le moyen de passer rapidement de la théorie socialiste à sa réalisation effective, dans tous les domaines. Elles nous aideront à parcourir la voie qui, du capitalisme, par la dictature du prolétariat, mène au régime communiste.

Nous savons tous que les cadres techniques hérités du capitalisme, si même ils n'avaient point été désorganisés par la guerre, auraient été un appui trop faible pour la dictature de la classe ouvrière. Ne représentant numériquement qu'un faible pour-cent de la population, travaillant dans un milieu petit-bourgeois, non seulement ils ne trouvent point les conditions objectives nécessaires à leur œuvre de reconstruction socialiste, mais ils ont grand-peine à réprimer, chez nombre de leurs représentants, les tendances petites-bourgeoises.

Le capital, dans sa réorganisation de l'industrie ruinée par la guerre, s'en tiendra servilement à ses méthodes d'avant-guerre. Il réparera bien plus qu'il ne créera. La propriété individuelle sera un obstacle insurmontable à l'organisation technique rationnelle de l'industrie, de l'agriculture et des transports. Le capitaliste ne changera point l'emplacement de son usine, il continuera à travailler là où est sa terre, là où se trouvent ses mines, même si elles sont déjà à moitié exploitées ; il retournera aux moteurs à vapeur, parce qu'il lui reste quelques chaudières à vapeur ; il reconstruira ses fabriques et ses usines sur l'ancien modèle, uniquement parce que les murs des dites fabriques et usines sont encore debout. Son but sera surtout de réduire la dépense et de mettre l'entreprise sur pied le plus vite possible, car il s'agit de ne pas être distancé par les concurrents ; de plus, les créanciers n'attendent pas. Et ainsi, en régime capitaliste, c'est le passé qui, à chaque instant, dicte sa volonté. La technique moderne ne se manifeste dans l'industrie que par à-coups et seulement dans la mesure où elle cadre avec les anciennes formes de production.

En abolissant la propriété capitaliste et féodale, le prolétariat a déblayé la voie et affranchi l'industrie. Il peut entreprendre librement et rationnellement la solution des problèmes de la production. Le passé n'est rien de plus que le point de départ pour son œuvre de reconstruction, basée sur les richesses naturelles et le perfectionnement de la technique. Les contingences économiques actuelles sont pour lui sans importance ; il n'est point enchaîné non plus par le passé, c'est-à-dire par les survivances de l'époque de la vapeur ou du mercantilisme. Il peut organiser son économie d'après un *plan moderne rationnel*, et non d'après les formes surannées, héritées du capitalisme et cristallisées autour de la propriété individuelle.

Si, en accordant des concessions, le pouvoir soviétique cherchait simplement à « se tirer d'affaire », c'est-à-dire à obtenir les moyens de satisfaire aux besoins du moment, d'effectuer quelques réparations partielles, il ne ferait point une œuvre révolutionnaire. Nous serions alors en présence d'un emprunt voilé, aussi improductif pour notre économie dans son ensemble que tous les emprunts des gouvernements précédents.

En réalité, les concessions sont une partie et une partie essentielle du programme de la réorganisation de notre économie sur de nouvelles bases. Là où le capitalisme se borne à des demi-mesures,

à des « réformes » timides, le pouvoir prolétarien se met à l'œuvre résolument, rationnellement, révolutionnairement.

Vers la fin de l'année dernière, il a paru un volume intitulé : *Plan d'électrification de la République Socialiste Fédérative Russe des Soviets*. Il renferme les travaux des plus éminents spécialistes électrotechniciens. La question de l'électrification y est étudiée sous toutes ses faces. Ces travaux se basent eux-mêmes sur de nombreux travaux préparatoires, en partie publiés, en partie sous presse et dans lesquels sont exposés les résultats de l'électrification pour les différentes branches de notre économie. Dans une introduction détaillée, due en grande partie au camarade G. M. Krijanovsky, nous trouvons une analyse complète de tous ces travaux, analyse remarquable de profondeur et dénotant chez l'auteur une connaissance parfaite de son art, en même temps qu'une science supérieure de l'économie. Quoique d'une précision rigoureusement scientifique, cet exposé est un modèle de clarté, captivant autant par la justesse des principes que par l'envergure de la pensée.

Le livre a une portée beaucoup plus grande qu'on ne pourrait en juger par le titre. La Russie électriée, c'est la nouvelle Russie, la Russie du vingtième siècle, libérée des entraves de la propriété individuelle. C'est la Russie avec une production rationnellement organisée, sociale au véritable sens du mot, et englobant non seulement l'industrie, mais encore l'agriculture. C'est la Russie avec la capacité de rendement maximum, dans l'état actuel de la science. C'est la République du Travail, qui ne connaîtra plus la dispersion des efforts. En un mot, c'est le pays du socialisme réalisé, l'ébauche de la société communiste.

Cet ouvrage considérable n'est point le fruit de l'imagination de rêveurs et d'utopistes. Il a été composé par des praticiens qui n'énoncent pas une seule proposition sans la contrôler, qui, dans leur marche en avant, ne perdent jamais de vue les possibilités économiques de notre pays. Leurs exposés ne sont point des suppositions : ce sont les exigences de la technique moderne qui, jusqu'à l'heure actuelle, ne pouvaient être satisfaites dans les cadres étroits du système de la production capitaliste. Ce plan, dont le peuple socialiste entreprend la réalisation, est aussi réel que les plans que préparent pour un industriel quelconque se disposant à ouvrir une usine, des ingénieurs et des techniciens qui ont passé par des écoles spéciales, où ils ont reçu une instruction scientifique nécessaire, complétée par un stage pratique. L'important est que, après avoir écarté tous les entrepreneurs capitalistes, et avec eux tout ce qui restreint et gêne notre développement, nous veillons sur notre économie sociale avec autant de soin que le capitaliste privé veille sur son usine ou sa fabrique.

La place me faisant défaut, je ne puis, par malheur, m'arrêter sur ce remarquable livre, œuvre de spécialistes éminents, et dont chaque chapitre, chaque paragraphe, sont un acte d'accusation contre le capitalisme, contre son gaspillage insensé des forces naturelles et de l'énergie humaine, contre sa manière profondément irrationnelle d'utiliser les richesses dont il dispose. Je me bornerai à signaler que l'utilisation sociale rationnelle des ressources héritées du capitalisme pourrait nous donner un résultat infiniment supérieur à celui que nous avons obtenu jusqu'ici. (Voir : *Éléments du projet d'électrification du Rayon Septentrional*, pages 62 et suiv.)

Le 8^e Congrès des Soviets, d'après le rapport du camarade Krijanovsky, a adopté ce programme de restauration complète de la Russie, qui donnera une base large et solide à notre république ouvrière. Le plan, dans ses parties essentielles tout au moins, est conçu pour une durée de dix ans. Les auteurs ne se sont point bornés à élaborer un programme général ; ils ont indiqué comment, avec une certaine méthode, nous pouvions réaliser ce programme, même dans notre situation actuelle avec les seules ressources que la guerre impérialiste et les agressions du monde capitaliste nous ont laissées. Ils ont montré que les travaux immenses que nous avons à exécuter, travaux qui ne donneront leurs résultats complets que dans quelques années, peuvent néanmoins être répartis de telle façon que les effets bienfaisants s'en feront sentir, même dans les campagnes, dans un temps relativement très court. Bien plus, en commençant par des travaux ne demandant qu'une dépense insignifiante de capital, par exemple par l'exploitation rationnelle des forêts de la région septentrionale, nous obtiendrons rapidement les moyens nécessaires pour l'exécution des parties plus compliquées et plus importantes de notre programme.

Pour remplir ce programme d'une si large envergure et pourtant si pratique, si réel, il ne nous faudra, en dix ans, pas plus de la moitié — peut-être même seulement le tiers — des ressources que la Russie des Romanoff et des Kérénsky a gaspillées pendant trois années de guerre impérialiste.

Mais nous voulons aller de l'avant toujours plus vite. Et si, attiré par la perspective du gain et poussé par la pénurie croissante de céréales, de matières brutes et de combustible dans les pays occidentaux, le capital européen accepte quelques-unes des concessions que nous lui offrons, ce sera pour nous un moyen de réduire sensiblement le terme de la réalisation de notre programme. Le capital étranger obtiendra bien plus vite qu'il ne pourrait le faire, au moyen des échanges commerciaux, forcément lents à s'établir et à se développer, les profits matériels et les produits dont il a besoin. Nous, de notre côté, nous accélérerons la réalisation de quelques points de notre programme et nous recevrons les moyens qui nous sont nécessaires pour le remplir en entier.

La proposition est claire. Dans cette affaire, les capitalistes poursuivraient leurs buts capitalistes, et la société socialiste continuerait son chemin vers la réalisation de son idéal socialiste.

Mais c'est justement pour cela que notre proposition a le don d'exciter la méfiance, de provoquer les craintes des capitalistes.

Ceux-ci comprennent parfaitement qu'en agissant ainsi, ce n'est pas seulement une proposition que nous leur faisons : c'est un appel que nous adressons au prolétariat du monde entier.

En offrant des concessions pour pouvoir réaliser notre programme de reconstruction de notre économie sur de nouvelles bases, nous disons aux prolétaires des autres pays : Voyez quels moyens infimes, en comparaison de ceux que l'on dépense pour l'entretien des armées, des flottes et de tout l'appareil d'oppression du capitalisme, suffisent pour faire d'une terre qui était l'enfer de la classe ouvrière, un paradis de joie et de bonheur.

Voyez de quelles chaînes le capitalisme vous a chargés, de quelles chaînes il a chargé la technique de la production.

Ces chaînes, brisez-les.

J. STEPANOV.

CLARA ZETKIN

Le 3^e Congrès de l'Internationale Communiste a fêté, au cours d'une de ses séances, le soixante-cinquième anniversaire de la vénérée militante Clara Zetkin. Des discours furent prononcés. Des articles lui furent consacrés. Nous publions aujourd'hui celui de Karl Radek, paru dans le numéro 33 de Moscou.

Clara Zetkin fête aujourd'hui son soixante-cinquième anniversaire. Comme le prolétariat allemand, les ouvriers et les ouvrières du monde entier évoqueront aujourd'hui une grande vie militante consacrée à la cause de la libération du prolétariat.

Clara Zetkin entra dans les rangs de la social-démocratie allemande à une époque où il n'était pas commode de professer le socialisme, au temps des lois d'exception contre les socialistes, à une époque où non seulement le parti était persécuté, mais où le marxisme même n'était guère connu des intellectuels.

Pendant ses années d'apprentissage politique elle eut la possibilité d'étudier le marxisme qui commençait seulement alors — après la manifestation du courant anti-Düring survenue à la suite de la fondation du *Neue Zeit* — à pénétrer plus profondément dans les masses ; ce qui plus est, elle put étudier le socialisme en France où elle vécut avec son mari, réfugié russe Ossip Zetkin. Grâce à cette circonstance ses idées politiques acquirent une envolée toute internationale. Ses attaches intimes avec le mouvement allemand s'unirent en son âme avec d'autres attaches des mouvements français et russe.

Il y a plus de trois ans qu'ont été publiés les essais de son mari sur le mouvement ouvrier en France ; un sentiment très juste et une compréhension fine des conditions pratiques et des exigences tactiques s'y révèlent ; quiconque s'en souvient et qui sait quelle part active Clara Zetkin avait prise à l'œuvre de son mari verra clairement que dès sa jeunesse Clara Zetkin était prête à se mettre consciemment au gouvernail du socialisme.

De retour en Allemagne Clara Zetkin se fit un devoir d'éveiller les ouvrières allemandes. Des milliers et des dizaines de milliers de ces ouvrières accouraient partout où elle parlait pour puiser des forces dans ses paroles. Opprimées par la vie pénible et grise de la cuisine, ces femmes, délivrées maintenant pour un instant de toutes les tracasseries et du souci de leurs enfants, s'élevaient à ces hauteurs où la femme qui travaille devient la camarade de son mari.

Clara Zetkin a conquis comme personne autre les cœurs des ouvrières allemandes, car

elle a su allier une grande clarté de vues à un amour ardent pour la créature humaine souffrante. Nombreux ont été ceux qui ont tenté, mais sans succès, de lui arracher son pouvoir sur les cœurs des ouvrières allemandes. Et le plus grand hommage que l'on puisse imaginer est le portrait que Lili Braun a retracé de Clara Zetkin dans ses Mémoires. Ils sont inspirés par la haine mais celui qui les lit est forcé de convenir que ce n'est pas un pamphlet mais un hommage involontaire rendu à la volonté de fer, au désintéressement et au dévouement absolu de Clara Zetkin.

Cette dernière n'a pas seulement été le chef du mouvement des ouvrières allemandes, mais en même temps l'une des personnalités les plus éminentes de la social-démocratie allemande. *L'Egalité*, dont elle était le rédacteur, qui était l'organe de liaison de toutes celles qui s'étaient réunies dans le mouvement international des ouvrières, se distinguait par sa position nette à l'égard de toutes les questions qui se posaient devant le Parti. Le futur historien de la social-démocratie allemande, de la lutte contre le révisionnisme, ne pourra manquer de citer la collection de *L'Egalité* où à travers tous les égarements les lignes fondamentales du socialisme furent tracées de main de maître et sous une forme des plus brillantes. Clara Zetkin mena côte à côte avec Rosa Luxembourg la lutte pour la cause du radicalisme. Et Auguste Bebel avait raison lorsqu'il disait à ces deux Walkyries : « Vous êtes les seuls hommes du Parti ».

Vint la guerre et la débâcle de la social-démocratie. Dès le premier moment Clara Zetkin se trouva en opposition de principes la plus violente avec le Parti qui avait trahi sa tâche historique.

Pendant la première conférence internationale des femmes à Berne les représentantes des organisations féminines du parti communiste russe attaquèrent violemment Clara Zetkin qui voulait utiliser le pacifisme des femmes socialistes de la droite pour la cause de la lutte contre la guerre. Mais nous savions que c'était pour Clara Zetkin plus une question d'allure, qu'une question de tactique et qu'au fond de son cœur de militante elle était avec nous. Et nous avions raison de le croire, comme Clara Zetkin le démontra elle-même lorsque, au cours des pourparlers de Brest-Litovsk, à cette heure tragique de la révolution russe, elle prit ouvertement position pour nous, contre tout un monde de calomnieux ; et n'oublions pas qu'elle le fit malgré des liens anciens qui la liaient avec les principaux menchéviks.

Et après la naissance du Parti Communiste

en Allemagne Clara Zetkin se trouva de nouveau dans ses rangs et devint après la mort de Rosa, de Karl et des Logiches, le lien vivant qui devait unir le jeune parti avec le meilleur passé de la social-démocratie allemande. Et là, malgré son âge et sa maladie, Clara Zetkin sut inspirer la chaleur de son âme aux masses ouvrières cent fois trahies, quand elle leur parlait dans des centaines et des centaines d'assemblées.

Et parce qu'il en était ainsi, nous savions que les différences d'opinion qui nous avaient séparés dernièrement de Clara Zetkin seraient passagères ; nous savions que dès que nous aurions la possibilité d'un contact personnel

avec elle et dès que les deux ailes du parti pourraient se mesurer, Clara Zetkin serait la dernière à perpétuer ses fautes ou à en faire retomber les conséquences sur les autres.

Le jour où elle fête son soixante-cinquième anniversaire nous, les communistes russes, et l'Internationale, nous ne serons pas les seuls à penser avec tendresse à la vénérable militante ; nous sommes parfaitement sûrs que tout le parti allemand partagera nos sentiments et nous émettons tous les vœux et espérons que Clara Zetkin restera encore longtemps dans nos rangs pour combattre pour notre cause.

KARL RADEK.

Chronique Internationale

YUGO-SLAVIE

Comme Etat, la Yougo-Slavie constitue un des produits secondaires de la guerre mondiale. Ce pays compte environ 13 millions d'habitants et embrasse presque tous les Serbes, Croates et Slovènes composant trois tribus d'un même peuple. En dehors des Serbes, Croates et Slovènes, il y en a environ 2 millions d'habitants d'autres nationalités : Allemands, Hongrois, Albanais, Roumains, Bulgares, etc. C'est la Serbie qui a servi de base à la création du nouvel Etat comprenant aujourd'hui, outre la Serbie et le Monténégro — indépendants avant la guerre — presque toutes les provinces de l'ancienne Autriche-Hongrie, peuplées de Serbes, Croates et Slovènes.

La Yougo-Slavie, comme tous les autres Etats nouvellement créés après la guerre, est dans une complète dépendance financière — et par là politique — de l'Entente. Elle est le représentant le plus expressif de l'impérialisme de l'Entente dans les Balkans.

Au début, la création de l'Etat national des Serbes, Croates et Slovènes causa une grande joie dans les larges masses du peuple. Mais cette joie ne fut que de courte durée. Sous la pression de la difficulté des conditions de vie d'un côté et sous l'influence de la propagande révolutionnaire du Parti Communiste yougo-slave de l'autre, les masses prolétariennes dans les villes et dans les campagnes commencèrent bientôt à comprendre que la création de l'Etat national à l'époque du règne absolu du capital impérialiste financier n'a point essentiellement changé la situation des ouvriers et des paysans pauvres. Ayant mené la guerre soi-disant pour sauvegarder son indépendance politique et économique de l'invasion des puissances centrales, particulièrement de l'Autriche-Hongrie, en réalité, aujourd'hui où la guerre a pris fin, la Serbie se trouve vis-à-vis de l'impérialisme de l'Entente dans un esclavage politique et économique pire que vis-à-vis de celui des puissances centrales, quoiqu'elle compte parmi les pays vainqueurs. Et c'est précisément là que se démontrent tous les changements, tout le « gain » que la guerre des « vainqueurs » a apporté à la Serbie et aux autres provinces composant la Yougo-Slavie.

La politique d'un renforcement militariste de la

Yougo-Slavie a surtout été favorisée par la France. Car pour réaliser ses fins contre-révolutionnaires il lui faut à tout prix que le plus grand Etat dans les Balkans soit militairement fort. Et voici que la Yougo-Slavie a aujourd'hui, outre 60.000 gendarmes, une armée permanente de plus de 150.000 soldats.

Le Parti Communiste de Yougo-Slavie est la suite logique de l'ancien Parti socialiste serbe dont l'attitude révolutionnaire avant et pendant la guerre est bien connue de toute l'Internationale. Tous les éléments révolutionnaires des autres provinces se sont groupés autour de lui et ils ont l'honneur d'être un des fondateurs de la 3^e Internationale. Déjà, au cours de son premier Congrès tenu à Belgrade après la guerre, en avril 1919, la décision d'adhérer sans conditions à la 3^e Internationale a été prise unanimement. Dans les questions concrètes de la vie journalière, le Parti Communiste yougo-slave a su, en utilisant le processus de dislocation de la société bourgeoise, placer sous son influence et dans le mouvement les larges masses ouvrières et paysannes pauvres. Plus d'un âpre conflit sanglant est survenu alors avec le pouvoir de l'Etat ; les rapports se sont tendus surtout pendant les grèves générales, l'an dernier, par exemple, au cours de la grève générale des cheminots, et cette année-ci celle des mineurs. Pendant la grève générale des cheminots, par exemple, dans la lutte ouverte avec la police, il y eut 15 ouvriers tués et plus de 100 blessés. Et grâce à l'intervention brutale de la police, la grève des mineurs a été transformée en guerre civile dans toute une province. Du fait que les organisations professionnelles qui comptent environ 300.000 prolétaires sont qu'une partie du mouvement communiste yougo-slave, la bourgeoisie a déclaré grève comme étant une grève politique, anti-étatique et insurrectionnelle ; elle a immédiatement mis en mouvement tout l'appareil de sa puissance brutale contre le mouvement ouvrier. Ainsi la lutte de classe a toujours inévitablement pris un caractère politique et révolutionnaire en Yougo-Slavie. C'est par son âpre lutte résolue et irrécyclable que le Parti Communiste yougo-slave a réussi à grouper dans ses rangs l'a-

vant-garde du prolétariat yougo-slave et il a atteint à la fin de cette année une puissance numérique de 80.000 membres dont la majorité écrasante est composée de prolétaires.

Dans le domaine de la lutte électorale comme dans tous les autres le Parti Communiste yougo-slave a obtenu d'importants résultats. Les dernières élections pour la Constituante ayant eu lieu le 28 novembre 1920 ont donné à notre Parti plus de 200.000 voix sur 1 million et demi de suffrages, bien qu'un très grand nombre de prolétaires soient privés du droit de vote. Notre Parti a obtenu 59 sièges sur 419. Révolutionnaire dans toutes les circonstances, le Parti Communiste yougo-slave a su sauvegarder son attitude révolutionnaire également dans le Parlement; il a toujours utilisé la tribune parlementaire pour détruire toute illusion sur le parlementarisme et le démocratisme et pour révolutionner les masses.

Bien que notre Parti ait subi, au cours de deux années, trois scissions, il a toujours conservé son caractère de parti des masses, car il a su opérer ses scissions sur les questions concrètes et compréhensibles pour les masses; de cette façon, il s'est complètement délivré de tous les éléments opportunistes et centristes. En voyant que malgré l'armée et la police le danger du Parti Communiste devient de plus en plus menaçant, la bourgeoisie fit le 29 décembre 1920 un coup d'Etat. Elle a dissous par un décret contre les communistes notre Parti, ferma les organisations syndicales, les « Maisons du Peuple », les imprimeries, les librairies, confisqua la littérature communiste, interdit toute la presse ainsi que le droit de réunion et d'organisation et annula l'immunité parlementaire. En un mot, le 29 décembre 1920 fut proclamé en Yougo-Slavie dans le sens le plus brutal du mot une dictature ouverte d'une clique de cour militariste-bancaire. De cette façon, la bourgeoisie yougo-slave a détruit, de la manière la plus tangible, toute illusion sur l'utilité de la lutte démocratique et parlementaire en Yougo-Slavie. Après une série de conflits, dans lesquels beaucoup de nos camarades furent tués — entre autres un de nos candidats à la Chambre de Voukovar, le Parti Communiste fut forcé d'entrer dans la phase du travail illégal. Et, en dépit des difficultés qui sont liées au passage de la lutte légale à la lutte illégale, le Parti Communiste yougo-slave continue infatigablement son action révolutionnaire. Il édite illégalement des journaux, des brochures, des feuilles volantes et, malgré la fureur de la terreur blanche, il maintient une liaison étroite avec les masses du peuple ouvrier des villes et des campagnes en se préparant sans trêve ni répit à la lutte suprême à la rencontre de laquelle nous allons grâce au développement de la situation générale dans les Balkans.

Sima MARKOVITCH.



Comité de la 3^e Internationale

Réunion Plénière

Séance du 8 juillet 1921

La séance est ouverte à 21 heures sous la présidence de Méliayer. Sont représentés les groupes des 3^e, 6^e, 9^e, 11^e, 14^e, 18^e, 20^e arrondissements, d'Aubervilliers, Fontenay-sous-Bois, Saint-Maur et Vincennes.

Lesbovici apporte des observations sur les procès-verbaux de la réunion plénière du 20 juin et de la C. E. du 23 juin. Il demande la discussion immédiate de la motion qu'il a déposée au bureau au cours de la réunion plénière du 20 juin.

Treint et Fromentin expliquent les raisons pour lesquelles la susdite motion n'est pas à l'ordre du jour. Ils demandent la discussion de la question de la presse et le renvoi de l'examen de la situation du Parti à la prochaine réunion plénière.

L'assemblée consultée en décide ainsi. La parole est donnée à Labrousse qui présente son rapport sur la presse. Ce rapport est approuvé par l'assemblée.

Latouche apporte quelques critiques sur la presse communiste de province. Ker est chargé de porter la question au C. D. du Parti.

La séance est levée à 23 h. 30.

Le secrétaire de séance :
Maurice FROMENTIN.

Commission Exécutive

Séance du 12 juillet 1921

La séance est ouverte à 18 h. 30 sous la présidence de Boyet.

Le secrétaire donne lecture de la correspondance : lettres d'Italie, de Carmaux, de Brest, etc. Boyet est chargé de communiquer au Comité Directeur du Parti la lettre de Carmaux.

Fromentin donne connaissance du rapport sur la situation du Parti, rapport élaboré par la commission de trois membres désignés à la réunion du 6 juillet. Hunzberdot, Reynaud et Boyet apportent des critiques d'ensemble sur le rapport. Etant donnée l'absence de plusieurs membres de la commission, l'examen du rapport est renvoyé à la réunion suivante qui se tiendra mercredi 20 juillet. Des convocations individuelles seront envoyées aux membres de la C.E.

La C.E. fixe la prochaine réunion plénière au vendredi 29 juillet. L'ordre du jour sera communiqué aux groupes en temps utile.

Les Secrétaires Adjoints,
René REYNAUD, Albert TREINT.

Note du Secrétariat

En raison du Congrès de Lille et de l'anniversaire de l'assassinat de Jaurès, la réunion plénière du Comité de la 3^e Internationale, qui devait avoir lieu le 29 juillet, est remise au vendredi 5 août.

Une réunion des secrétaires de groupes aura lieu auparavant.

Ceux-ci seront avisés par le secrétariat de la date de cette réunion.

(Décision de la Commission exécutive du mercredi 20 juillet.)

La Question Coloniale

Contrairement aux recommandations du 2^e Congrès de l'Internationale Communiste, la question coloniale est restée jusqu'à ce jour complètement en dehors des préoccupations du Parti Communiste français. Absorbé par son travail de réorganisation intérieure, celui-ci n'a pas trouvé le temps nécessaire pour consacrer une partie de son attention à cet aspect spécial de sa tâche qu'est l'utilisation du problème colonial en faveur de la propagande communiste. C'est à peine si, depuis le Congrès de Tours, quelques articles sur la question ont paru dans la presse communiste, émanant d'individualités isolées, dont l'effort passait d'ailleurs la plupart du temps inaperçu. Dans le *Bulletin Communiste* du 7 juillet, le camarade André Julien appelle l'attention du Parti sur cette question, d'importance capitale pour notre action, et suggère un plan de travail méthodique, dont le résultat sera d'« établir un tableau exact de la situation historique et surtout économique des colonies ». Il envisage la création d'une sorte de section coloniale, dont le but serait de réunir tous les documents puisés dans les ouvrages spéciaux parus dans tous les pays, et d'ouvrir des enquêtes sur la question des colonies. Il appelle l'attention sur le travail accompli dans cet ordre d'idées par les communistes russes, et invite le Parti à suivre leur exemple.

Il faut louer le camarade André Julien d'avoir compris la nécessité d'orienter notre activité dans le domaine colonial, mais sa façon de poser la question prouve qu'il n'en entrevoit pas lui-même toute l'importance. Le devoir des Communistes n'est pas, comme il semble le croire, de réunir des documents sur les colonies, mais d'aller aux colonies même exploiter la situation créée par l'impérialisme de la métropole, pour des fins de propagande et d'action communistes.

Nos camarades de Russie ne se sont pas contentés de réunir des fiches sur la situation du Turkestan ou de l'Azerbeïdjan ; ils sont allés là-bas soulever les populations indigènes contre l'impérialisme de l'Angleterre et exploiter les sentiments de résistance nationale pour des fins communistes. Non contents d'affaiblir l'impérialisme anglais en dressant contre lui les colonies dont il tirait jusqu'alors sa force, ils ont introduit dans ces pays la lutte de classes en inculquant à la classe des paysans jeunes la notion de ses intérêts propres qui l'opposent à la classe des propriétaires et des bourgeois nationalistes. Ils ont créé sur place des Soviets de paysans, auxquels ils ont remis tout le pouvoir. Ils ont enseigné à la population indigène la notion de l'identité des intérêts qui l'unit au prolétariat ouvrier et paysan de Russie, qui lutte pour l'affranchissement des travailleurs de tous les pays en même temps que pour son propre affranchissement.

C'est dans cette voie que le Parti Communiste Russe engage les Partis frères à le suivre. Il considère que le devoir des Partis Communistes de tous les pays possesseurs de colonies est de les dresser contre l'impérialisme de la métropole, qui les exploite et les réduit à l'esclavage. Ils devront les aider de toutes leurs forces dans leur lutte pour l'indépendance. Ce n'est que par l'exploitation à outrance des travailleurs des colonies que les pays capitalistes peuvent continuer à maintenir leur domination sur le prolétariat de la métropole. L'effort des populations coloniales pour

se libérer du joug du capitalisme étranger est donc en quelque sorte un effort pour libérer le prolétariat de la métropole du joug de son propre capitalisme. C'est pourquoi le Parti Communiste se doit de l'aider de toutes ses forces, même s'il est imprégné d'idéologie nationaliste. Mais ce n'est là qu'une partie de sa tâche. Celle-ci ne consiste pas seulement à favoriser la lutte des populations coloniales pour leur indépendance, mais à éveiller chez les travailleurs des colonies la notion de leurs intérêts de classe qui les opposent à la classe des propriétaires et des capitalistes et les unissent au prolétariat de la métropole. Il faudra s'efforcer de leur faire comprendre qu'il ne s'agit pas seulement pour eux de se débarrasser de l'exploiteur étranger, mais aussi des exploiters de leurs propres pays, que leur but est, par conséquent, le même que celui des travailleurs de la métropole, c'est-à-dire l'écrasement de la bourgeoisie capitaliste et la remise du pouvoir aux Conseils d'ouvriers et de paysans.

Telle est la tâche qu'aura à accomplir le Parti Communiste français s'il veut être un véritable Parti Communiste, représentant les intérêts de tous les travailleurs, et non, comme l'ancien Parti socialiste, un parti petit-bourgeois, représentant les intérêts de l'aristocratie ouvrière. C'est aux Fédérations ou groupes communistes des colonies qu'il incombe de la mener à bien. Mais ils ne pourront en venir à bout que s'ils reçoivent l'appui sans condition du Parti lui-même. Pour cela, il faut le convaincre de la nécessité de mener la lutte dans les colonies, sur les bases indiquées par le 2^e Congrès de l'Internationale Communiste. C'est pourquoi il faut que la question coloniale soit portée à l'ordre du jour du prochain Congrès, qu'elle fasse auparavant l'objet de discussions approfondies au sein de toutes les sections du Parti, que les thèses du 2^e Congrès sur la question coloniale soient examinées à fond par tous les militants, et que le Parti, dans son ensemble, dise clairement s'il entend les suivre ou les rejeter.

Marcel OLLIVIER.

Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale
PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	14 »	16 »
12 mois	28 »	32 »

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à
René REYNAUD, 123, rue Montmartre, PARIS

Le Gérant : R. APERCE.



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)
123, rue Montmartre, Paris (2^e).
Georges DANGON, imprimeur